

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3250

[2012/206124]

18 OCTOBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 12<sup>ter</sup> modifié par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 2003 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 10 mai 2012;

Vu l'avis 52.000/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la surdensité du grand gibier observée en plusieurs endroits de la Région wallonne;

Considérant que le nourrissage artificiel du grand gibier a pour effet d'augmenter la disponibilité alimentaire;

Considérant que cette disponibilité alimentaire accrue favorise, à l'instar d'autres facteurs, des niveaux élevés de population de grand gibier;

Considérant que cette surdensité de grand gibier a pour effet de rompre l'équilibre entre la faune et la flore;

Considérant qu'elle porte en outre atteinte à la préservation et à la restauration de la biodiversité en milieu rural et forestier, ainsi qu'aux cultures agricoles et aux peuplements forestiers;

Considérant qu'il est d'intérêt général d'atteindre une réduction très significative des populations de grand gibier afin de rétablir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique;

Considérant dès lors la nécessité de fixer des conditions adéquates de nourrissage du grand gibier dès cette année cynégétique;

Considérant que les niveaux de population de grand gibier, ainsi que les conditions et la typologie des milieux naturels et agricoles diffèrent au Nord et au Sud du Sillon Sambre et Meuse;

Considérant que ces différences justifient l'adoption de régimes distincts au Nord et au Sud du Sillon Sambre et Meuse concernant le nourrissage du grand gibier;

Sur la proposition du Ministre qui a la Chasse dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par fonctionnaire compétent, le directeur du Département de la Nature et des Forêts dans le ressort duquel est située la superficie la plus importante du territoire de chasse, que celui-ci relève ou non d'un conseil cynégétique agréé.

**Art. 2.** Le nourrissage du grand gibier dans les établissements d'élevage autorisés conformément à l'article 12<sup>bis</sup>, § 2, 2<sup>e</sup> tiret, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse n'est pas soumis aux dispositions du présent arrêté.

## CHAPITRE II. — Des dispositions générales

**Art. 3.** Tout nourrissage du grand gibier au Nord du Sillon Sambre et Meuse est interdit.

Au Sud du sillon Sambre et Meuse, le nourrissage supplétif du grand gibier et le nourrissage dissuasif du sanglier sont autorisés aux conditions fixées par le présent arrêté et moyennant avertissement préalable adressé au fonctionnaire compétent.

**Art. 4.** L'utilisation d'agrains et de postes d'agrains pour le petit gibier et le gibier d'eau n'est pas considérée comme nourrissage du grand gibier.

En présence de grand gibier sur le territoire de chasse concerné, les nourrissages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'ils sont approvisionnés avec des aliments autres que du froment ou du triticale, sont efficacement protégés de la dent du grand gibier.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil cynégétique agréé adresse au fonctionnaire compétent les avertissements préalables de nourrissage supplétif du grand gibier et de nourrissage dissuasif du sanglier pour les territoires de chasse de ses membres.

Le titulaire du droit de chasse, lorsque celui-ci n'est pas membre d'un conseil cynégétique agréé, adresse au fonctionnaire compétent les avertissements préalables de nourrissage supplétif du grand gibier et de nourrissage dissuasif du sanglier.

Les avertissements préalables de nourrissage sont adressés au fonctionnaire compétent par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi.

§ 2. Sont joints à chaque avertissement préalable de nourrissage :

1° une carte de l'Institut géographique national au 1/10 000<sup>e</sup>, au 1/20 000<sup>e</sup> ou au 1/25 000<sup>e</sup> reprenant les limites du territoire de chasse et indiquant les lieux de nourrissage envisagés ainsi que les endroits cultivés et/ou pâtures à protéger;

2° l'engagement écrit de permettre en tout temps, sur le territoire de chasse concerné, le libre accès des agents du Département de la Nature et des Forêts en vue du contrôle du nourrissage.

L'avertissement préalable de nourrissage doit être renouvelé lorsqu'il y a un changement au niveau de la localisation des lieux de nourrissage ou en cas de changement du titulaire du droit de chasse.

CHAPITRE III. — *Des conditions de nourrissage du grand gibier**Section 1<sup>re</sup>. — Conditions générales*

**Art. 6.** Tout nourrissage de grand gibier est interdit en dehors des bois et forêts et à moins de deux cent mètres d'une lisière forestière.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les lieux de nourrissage de tout grand gibier ne peuvent pas être situés :

1° à moins de deux cents mètres de tout terrain où la chasse à tir est pratiquée par autrui;

2° à moins de cinquante mètres de tout cours d'eau, en ce compris les sources.

§ 2. Un lieu de nourrissage ne peut pas être imposé à un propriétaire forestier sur ses terrains contre son gré.

**Art. 8.** Le fonctionnaire compétent peut exiger le déplacement d'un lieu de nourrissage du grand gibier en vue d'éviter des dégâts à certains peuplements forestiers ou dans l'intérêt de la conservation de la nature ou si celui-ci n'est pas conforme aux articles 6 ou 7.

Le fonctionnaire compétent notifie sa décision au titulaire du droit de chasse ou au conseil cynégétique par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

Le titulaire du droit de chasse ou le conseil cynégétique exécute la décision dans les délais précisés par le fonctionnaire compétent.

**Art. 9.** Un recours contre les décisions du fonctionnaire compétent, prises en application des articles 8 et 16, est ouvert au titulaire du droit de chasse auprès du directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

Ce recours est introduit, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la décision du fonctionnaire compétent.

Le directeur général notifie sa décision au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du recours.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

*Section 2. — Nourrissage supplétif du grand gibier*

**Art. 10.** Pour le nourrissage supplétif du grand gibier, le foin de graminées et/ou de légumineuses, en ce compris le foin de luzerne, à l'exclusion de tout ensilage et ensilage préfané, est seul autorisé.

**Art. 11.** Le nourrissage supplétif du grand gibier répond aux conditions suivantes :

1° les points de distribution de nourriture sont uniformément répartis sur l'étendue des territoires à raison de deux points minimum aux mille hectares boisés;

2° l'approvisionnement de chaque point de distribution est autorisé dès le 1<sup>er</sup> novembre et doit être assuré de façon permanente jusqu'à la date du 30 avril.

*Section 3. — Nourrissage dissuasif du sanglier*

**Art. 12.** Le nourrissage dissuasif du sanglier est permis uniquement durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre.

**Art. 13.** L'orge, le froment, l'épeautre, le triticale et le seigle, en mélange avec du pois, sont seuls autorisés pour le nourrissage dissuasif.

La distribution des aliments est réalisée de façon permanente et dispersée, par traînées de dix à quinze mètres de large et de deux cent à deux cents cinquante mètres de long.

L'épandage est effectué uniquement à la main et à la volée, et à l'exclusion de tout moyen mécanique ou motorisé.

**Art. 14.** Les silos et réservoirs de stockage destinés au nourrissage dissuasif du sanglier sont interdits en forêt.

**Art. 15.** Un point de nourrissage dissuasif du sanglier ne peut pas être établi sur une superficie boisée inférieure à cinquante hectares d'un seul tenant.

Des nourrissages supplémentaires peuvent être établis, à concurrence d'un point de nourrissage par superficie de deux cent cinquante hectares de bois d'un seul tenant.

*CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Est considéré comme territoire de chasse « point noir » pour l'application du présent article, le territoire de chasse sur lequel le prélèvement moyen en sangliers pour les années cynégétiques 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 est supérieur à 75 sangliers/1 000 hectares.

Pour l'année cynégétique 2014-2015, est également considéré comme territoire de chasse « point noir » le territoire de chasse sur lequel le prélèvement moyen en sangliers pour les années cynégétiques 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 est supérieur à 60 sangliers/1 000 hectares.

Pour le 31 mars 2013 et par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, le fonctionnaire compétent notifie aux titulaires de droit de chasse concernés, que leur territoire de chasse est considéré comme territoire de chasse « point noir ».

§ 2. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, et à l'article 12, le nourrissage dissuasif du sanglier :

1° est autorisé entre le 15 novembre et le 31 mars pour l'année cynégétique 2012-2013, moyennant avertissement préalable adressé au fonctionnaire compétent;

2° est autorisé entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mars pour les années cynégétiques 2013-2014 et 2014-2015 dans les territoires non considérés comme « point noir », moyennant avertissement préalable adressé au fonctionnaire compétent;

3° est autorisé entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mars pour les années cynégétiques 2013-2014 et 2014-2015 dans les territoires considérés comme « point noir », moyennant autorisation du fonctionnaire compétent.

La demande d'autorisation est introduite annuellement avant le 1<sup>er</sup> août, conformément à la procédure décrite à l'article 5 pour l'avertissement préalable de nourrissage supplétif du grand gibier et de nourrissage dissuasif du sanglier.

Toutefois, s'il est constaté par le Département de la Nature et des Forêts que des territoires de chasse « point noir » n'ont pas volontairement augmenté significativement les prélèvements de sangliers, l'autorisation de nourrissage pourra être refusée et motivée sur cette base par le fonctionnaire compétent.

Le fonctionnaire compétent notifie sa décision au titulaire du droit de chasse par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi, dans un délai de trente jours.

§ 3. Pour le 1<sup>er</sup> octobre 2013 et pour le 1<sup>er</sup> octobre 2014, une évaluation de l'impact de cette mesure transitoire relative au nourrissage dissuasif du sanglier sur le niveau des dégâts de sanglier observé en Région wallonne est présentée au Gouvernement wallon par le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions.

**Art. 17.** L'article 16 cesse de produire ses effets le 31 mars 2015.

**Art. 18.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 2003 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier est abrogé.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 novembre 2012.

**Art. 20.** Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3250

[2012/206124]

#### 18. OKTOBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 12<sup>ter</sup>, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2003 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des am 10. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 12. September 2012 in Anwendung von Art. 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.000/4 des Staatsrats;

In Erwägung der auf dem Gebiet der Wallonischen Region an verschiedenen Stellen beobachteten Überbevölkerung der Großwildbestände;

In der Erwägung, dass die künstliche Fütterung des Großwildes zur Folge hat, die Futterverfügbarkeit zu erhöhen;

In der Erwägung, dass die erhöhte Futterverfügbarkeit nach dem Vorbild anderer Faktoren hohe Großwildbestände begünstigt;

In der Erwägung, dass diese Überzahl von Großwild zur Folge hat, das Gleichgewicht zwischen der Fauna und der Flora zu zerstören;

In der Erwägung, dass sie außerdem die Erhaltung und die Wiederherstellung der Artenvielfalt im ländlichen und forstlichen Gebiet sowie die landwirtschaftlichen Kulturen und die Forstbestände beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass im Interesse des Gemeinwohls eine sehr bedeutende Verringerung der Großwildbestände zu erreichen ist, um das Gleichgewicht zwischen der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und dem Jagdwesen wieder herzustellen;

In Erwägung der Notwendigkeit, folglich bereits ab der vorliegenden Jagdsaison geeignete Bedingungen für die Fütterung des Großwildes festzulegen;

In der Erwägung, dass das Niveau der Großwildbestände sowie die Bedingungen und die Typologie der Natur- und Agrargebiete nördlich und südlich des Maas-Sambre-Talgebiets unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass diese Unterschiede die Verabschiedung von unterschiedlichen Regelungen nördlich und südlich des Maas-Sambre-Talgebiets rechtfertigen;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als zuständiger Beamter der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Zuständigkeitsbereich sich die größte Fläche des Jagdgebiets befindet, ungeachtet der Tatsache, dass dieses von einem zugelassenen Hegering abhängt oder nicht.

**Art. 2** - Die Fütterung von Großwild in den gemäß Artikel 12<sup>bis</sup>, § 2, 2. Gedankenstrich des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd zugelassenen Zuchtbetrieben unterliegt nicht den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.

#### KAPITEL II — Allgemeines

**Art. 3** - Jegliche Fütterung von Großwild nördlich des Maas-Sambre-Talgebiets ist untersagt.

Südlich des Maas-Sambre-Talgebiets sind die Beifütterung bei Großwild sowie die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen und vorbehaltlich einer vorherigen Benachrichtigung des zuständigen Beamten erlaubt.

**Art. 4** - Die Benutzung von Futterautomaten und von Futterstellen für das Kleinwild und das Wassergeflügel wird nicht als Fütterung von Großwild betrachtet.

Wenn Großwild sich auf dem betroffenen Jagdgebiet befindet, werden die in Absatz 1 erwähnten Fütterungen, wenn diese mit anderen Futtermitteln als Weizen oder Triticum erfolgen, wirkungsvoll geschützt, so dass das Großwild sie nicht erreicht kann.

**Art. 5 - § 1.** Der zugelassene Hegering übermittelt dem zuständigen Beamten für die Jagdgebiete seiner Mitglieder die vorherigen Benachrichtigungen über die Beifütterung bei Großwild und die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild.

Der Inhaber des Jagdrechts, wenn dieser nicht Mitglied eines zugelassenen Hegerings ist, übermittelt dem zuständigen Beamten die vorherigen Benachrichtigungen über die Beifütterung bei Großwild und die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild.

Die vorherigen Benachrichtigungen über die Fütterung werden dem zuständigen Beamten durch jegliches Mittel zugestellt, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann.

§ 2. Folgendes wird jeder vorherigen Benachrichtigung über die Fütterung beigelegt:

1° einer Karte des Nationalen Geographischen Instituts im Maßstab 1/10 000, im Maßstab 1/20 000 oder im Maßstab 1/25 000, auf der die Grenzen des Jagdgebietes zu sehen sind und die geplanten Futterstellen sowie die zu schützenden angebaute Flächen und/oder Weiden eingezeichnet sind;

2° die schriftliche Verpflichtung, den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen zu jeder Zeit freien Zugang zu dem betreffenden Jagdgebiet zu gewähren, damit dieser die Fütterung kontrollieren kann.

Die vorherige Benachrichtigung über die Fütterung ist zu erneuern, falls eine Änderung der Lokalisierung der Futterstellen oder eine Änderung des Inhabers des Jagdrechts eintritt.

### KAPITEL III — Bedingungen für die Fütterung von Großwild

#### Abschnitt 1 — Allgemeine Bedingungen

**Art. 6 -** Jegliche Fütterung von Großwild außerhalb der Wälder und Forsten und in einer Entfernung von weniger als zweihundert Metern von dem Waldrand ist untersagt.

**Art. 7 - § 1.** Die Futterstellen für das Großwild dürfen sich nicht an den folgenden Stellen befinden:

1° in einer Entfernung von weniger als zweihundert Metern zu einem Grundstück, auf dem die Jagd mit Schusswaffen ausgeübt wird;

2° in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern zu einem Wasserlauf, Quellen einschließlich.

§ 2. Eine Futterstelle darf einem Forsteigentümer nicht gegen seinen Willen auf seinen Ländereien aufgezwungen werden.

**Art. 8 -** Der zuständige Beamte ist berechtigt, die Verlagerung einer Futterstelle für Großwild zu verlangen, um Schäden an bestimmten Baumbeständen zu vermeiden, oder falls dies im Interesse der Naturerhaltung ist, oder aber falls die besagte Futterstelle die in Artikel 6 oder 7 angeführten Auflagen nicht erfüllt.

Der zuständige Beamte stellt seinen Beschluss dem Inhaber des Jagdrechts oder dem Hegering durch jegliches Mittel zu, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Der Inhaber des Jagdrechts oder der Hegering führt diesen Beschluss innerhalb der von dem zuständigen Beamten festgelegten Fristen aus.

**Art. 9 -** Der Inhaber des Jagdrechts kann gegen die Beschlüsse des zuständigen Beamten, die jeweils in Anwendung der Artikel 8 und 16 getroffen werden, beim Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Einspruch erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist dieser Einspruch innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Beschlusses des zuständigen Beamten einzureichen.

Der Generaldirektor stellt dem Beschwerdeführer seinen Beschluss innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab der Zustellung des Einspruchs zu.

Dieser Einspruch setzt die Durchführung des beanstandeten Beschlusses nicht aus.

#### Abschnitt 2 — Die Beifütterung bei Großwild

**Art. 10 -** Für die Beifütterung von Großwild wird nur Heu aus Gräsern und/oder Leguminosen, einschließlich Luzerneheu, erlaubt. Silofutter, selbst in der Form von angewelktem Gras, ist in allen Fällen untersagt.

**Art. 11 -** Die Beifütterung von Großwild erfolgt unter Beachtung folgender Bedingungen:

1° die Verteilungsstellen müssen gleichmäßig auf der gesamten Fläche der Gebiete verteilt sein, wobei mindestens zwei Verteilungsstellen für 1 000 Ha Waldgebiet vorhanden sein müssen;

2° die Versorgung jeder Verteilungsstelle ist ab dem 1. November erlaubt und muss bis zum 30. April ununterbrochen erfolgen.

#### Abschnitt 3 — Die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild

**Art. 12 -** Die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild ist ausschließlich zwischen dem 1. April und dem 30. September erlaubt.

**Art. 13 -** Für die Ablenkungsfütterung sind ausschließlich Gerste, Weizen, Dinkel, Triticum und Roggen in einer Mischung mit Erbsen erlaubt.

Die Verteilung des Futters erfolgt ohne Unterbrechung, wobei das Futter auf zehn bis fünfzehn Metern breiten und zweihundert bis zweihundertfünfzig Metern langen Streifen verstreut wird.

Das Verteilen des Futters erfolgt breitflächig von Hand unter Ausschluss jeglicher mechanischer oder motorisierter Hilfsmittel.

**Art. 14 -** Silos und Lagerbehälter für die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild sind im Wald untersagt.

**Art. 15 -** Eine Futterstelle für die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild darf nicht in einem Waldgebiet angelegt werden, dessen Fläche geringer ist als fünfzig Hektar an einem Stück.

Die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild kann anhand einer Futterstelle pro Fläche von zweihundertfünfzig Hektar Waldgebiet an einem Stück erfolgen.

#### KAPITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 16 - § 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gilt als "kritisches" Jagdgebiet das Jagdgebiet, auf dem die durchschnittliche Abschusszahl für Schwarzwild für die Jagdsaisonen 2009-2010, 2010-2011 und 2011-2012 bei mehr als 75 Tieren pro 1 000 Ha liegt.

Für die Jagdsaison 2014-2015 gilt ebenfalls als "kritisches" Jagdgebiet das Jagdgebiet, auf dem die durchschnittliche Abschusszahl für Schwarzwild für die Jagdsaisonen 2009-2010, 2010-2011 und 2011-2012 bei mehr als 60 Tieren pro 1 000 Ha liegt.

Bis zum 31. März 2013 und durch jegliches Mittel zugestellt, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, teilt der zuständige Beamte den betreffenden Inhabern eines Jagdrechts mit, dass ihr Jagdgebiet als "kritisches" Jagdgebiet gilt.

§ 2. In Abweichung von Artikel 3, Absatz 2 und von Artikel 12 ist die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild:

1° erlaubt zwischen dem 15. November und dem 31. März für die Jagdsaison 2012-2013 vorbehaltlich einer vorherigen Benachrichtigung des zuständigen Beamten;

2° erlaubt zwischen dem 1. Oktober und dem 31. März für die Jagdsaison 2013-2014 und die Jagdsaison 2014-2015 in den Gebieten, die nicht als "kritische" Jagdgebiete gelten, vorbehaltlich einer vorherigen Benachrichtigung des zuständigen Beamten;

3° erlaubt zwischen dem 1. Oktober und dem 31. März für die Jagdsaison 2013-2014 und die Jagdsaison 2014-2015 in den Gebieten, die als "kritische" Jagdgebiete gelten, vorbehaltlich einer vorherigen Benachrichtigung des zuständigen Beamten.

Der Genehmigungsantrag ist jährlich vor dem 1. August einzureichen nach dem in Artikel 5 beschriebenen Verfahren für die vorherige Benachrichtigung über die Beifütterung bei Großwild und die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild.

Falls die Abteilung Natur und Forsten jedoch feststellt, dass in "kritischen" Jagdgebieten die Abschusszahl für Schwarzwild nicht auf freiwilliger Basis bedeutend erhöht worden ist, so kann auf dieser Grundlage die Erlaubnis zur Fütterung durch den zuständigen Beamten verweigert werden.

Der zuständige Beamte stellt seinen Beschluss dem Inhaber des Jagdrechts oder dem Hegering durch jegliches Mittel zu, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann und zwar innerhalb einer Frist von 30 Tagen.

§ 3. Bis am 1. Oktober 2013 und am 1. Oktober 2014 unterbreitet der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, der Wallonischen Regierung jeweils eine Beurteilung der Auswirkungen dieser Übergangsmaßnahme über die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild auf das Ausmaß der in der Wallonischen Region festgestellten Schäden durch Schwarzwild.

**Art. 17** - Artikel 16 tritt am 31. März 2015 außer Kraft.

**Art. 18** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2003 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild wird aufgehoben.

**Art. 19** - Der vorliegende Erlass tritt am 15. November 2012 in Kraft.

**Art. 20** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

—————

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3250

[2012/206124]

**18 OKTOBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering van 18 mei 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, artikel 12<sup>ter</sup>, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2003 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 10 mei 2012;

Gelet op het advies 52.000/4 van de Raad van State, gegeven op 12 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overpopulatie van grof wild waargenomen op verschillende plaatsen in het Waalse Gewest;

Overwegende dat de kunstmatige bijvoeding van grof wild de voedselbeschikbaarheid verhoogt;

Overwegende dat deze verhoogde voedselbeschikbaarheid, net als andere factoren, de aanwezigheid van belangrijke populaties van grof wild bevordert;

Overwegende dat deze overpopulatie van grof wild het evenwicht tussen fauna en flora doorbreekt;

Overwegende dat ze bovendien het behoud en het herstel van de biodiversiteit van de landelijke gebieden en het bosmilieu aantast, alsook de landbouwteelten en de bosbestanden;

Overwegende dat iedereen er belang bij heeft om de populaties van grof wild op zeer significante wijze te verminderen om het evenwicht van de landbouw, het bos en de jacht te herstellen;

Overwegende dat het vanaf dit jachtjaar dan ook noodzakelijk is om de juiste voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild te bepalen;

Overwegende dat de populatieniveaus van grof wild alsook de toestand en de typologie van natuurlijke en landbouwmilieus ten noorden en ten zuiden van de Samber-Maaslijn verschillend zijn;

Overwegende dat deze verschillen de toepassing van aparte regelingen ten noorden en ten zuiden van de Samber-Maaslijn rechtvaardigen wat betreft de bijvoeding van grof wild;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de Jacht;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder bevoegde ambtenaar, de directeur van het Departement Natuur en Bossen in wiens ambtsgebied het grootste deel van het al dan niet onder een erkende jachtraad ressorterende jachtgebied gelegen is.

**Art. 2.** De bijvoeding van grof wild in de fokbedrijven die een machtiging hebben overeenkomstig artikel 12bis, § 2, 2e streepje, van de jachtwet van 28 februari 1882 is niet onderworpen aan de bepalingen van dit besluit.

#### HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

**Art. 3.** De bijvoeding van grof wild ten noorden van de Samber-Maaslijn is verboden.

Ten zuiden van de Samber-Maaslijn wordt de aanvullende bijvoeding van grof wild en de afleidende bijvoeding van wilde zwijnen toegelaten onder de door dit besluit bepaalde voorwaarden en mits voorafgaande kennisgeving gericht aan de bevoegde ambtenaar.

**Art. 4.** Het gebruik van voederbakken en voederplaatsen voor klein wild en waterwild wordt niet beschouwd als bijvoeding van grof wild.

Als er grof wild op het betrokken jachtgebied aanwezig is, wordt de bijvoeding bedoeld in het eerste lid efficiënt beschermd tegen grof wild wanneer de bevoorrading gebeurt met andere voedingsmiddelen dan tarwe of triticale.

**Art. 5.** § 1. De voorafgaande kennisgeving van aanvullende bijvoeding van grof wild en van afleidende bijvoeding van wilde zwijnen wordt door de erkende jachtraad aan de bevoegde ambtenaar gericht wat betreft de jachtgebieden van zijn leden.

De voorafgaande kennisgeving van aanvullende bijvoeding van grof wild en van afleidende bijvoeding van wilde zwijnen wordt door de houder van het jachtrecht aan de bevoegde ambtenaar gericht wanneer de houder van het jachtrecht geen lid is van een erkende jachtraad.

De voorafgaande kennisgeving van bijvoeding wordt aan de bevoegde ambtenaar gericht door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending.

§ 2. Bij elke voorafgaande kennisgeving van bijvoeding worden gevoegd :

1° een kaart van het Nationaal Geografisch Instituut op schaal 1/10 000e, 1/20 000e of 1/25 000e met aanduiding van de grenzen van het jachtgebied, de voorziene bijvoederingsplaatsen en de bebouwde gronden of de te beschermen weiden;

2° de schriftelijke verbintenis altijd vrije toegang tot het betrokkene jachtgebied te verlenen aan de personeelsleden van het Departement Natuur en Bossen voor de controle van de bijvoeding.

De voorafgaande kennisgeving van bijvoeding moet worden hernieuwd wanneer de ligging van de bijvoederingsplaatsen verandert of bij wijziging van de houder van het jachtrecht.

#### HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild*

##### *Afdeling 1. — Algemene voorwaarden*

**Art. 6.** De bijvoeding van grof wild is verboden buiten de bossen en wouden en moet minstens op 200 meter van de bosranden plaatsvinden

**Art. 7.** § 1. De bijvoederingsplaatsen van grof wild mogen niet gelegen zijn :

1° op minder dan tweehonderd meter van elk terrein waar jacht met vuurwapens plaatsvindt;

2° op minder dan vijftig meter van elke waterloop, bronnen inbegrepen.

§ 2. Een bijvoederingsplaats mag niet tegen de zin van een boseigenaar op diens terreinen vastgelegd worden.

**Art. 8.** Om schade te voorkomen aan sommige bosbestanden of in het belang van het natuurbehoud of om te voldoen aan de artikelen 6 of 7, kan de bevoegde ambtenaar eisen dat het grof wild op een andere plaats wordt bijgevoerd.

De bevoegde ambtenaar deelt zijn beslissing mee aan de houder van het jachtrecht of aan de jachtraad door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending.

De beslissing wordt door de houder van het jachtrecht of de jachtraad uitgevoerd binnen de termijn bepaald door de bevoegde ambtenaar.

**Art. 9.** De houder van het jachtrecht kan bij de directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst een beroep instellen tegen de beslissingen van de bevoegde ambtenaar, genomen krachtens de artikelen 8 en 16.

Dit beroep wordt op straffe van onontvankelijkheid binnen een termijn van vijftien dagen ingediend te rekenen van de kennisgeving van de beslissing van de bevoegde ambtenaar.

De directeur-generaal deelt zijn beslissing mee aan de aanvrager binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Het beroep schorst de betwiste beslissing niet.

##### *Afdeling 2. — Aanvullende bijvoeding van grof wild*

**Art. 10.** Voor het aanvullend bijvoederen van grof wild mag enkel hooi van grasachtige en/of peulgewassen, luzerne inbegrepen, gebruikt worden, met uitsluiting van elk kuilvoer en voordroogkuil.

**Art 11.** De aanvullende bijvoeding van grof wild voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de punten waar voeder verdeeld wordt, zijn gelijkmatig verspreid over de gezamenlijke oppervlakte van de grondgebieden, met minimum twee verdeelpunten per 1 000 ha bos;

2° de bevoorrading van elk verdeelpunt wordt vanaf 1 november toegelaten en moet continu worden bevoorrad tot 30 april.

*Afdeling 3. — Afleidende bijvoeding van wilde zwijnen*

**Art. 12.** De afleidende bijvoeding van wilde zwijnen is uitsluitend tussen 1 april en 30 september toegelaten.

**Art. 13.** Voor de afleidende bijvoeding mag alleen gebruik gemaakt worden van gerst, tarwe, spelt, triticale en rogge, gemengd met erwten.

Het voeder wordt continu verspreid in slierten van tien tot vijftien meter breed en tweehonderd tot tweehonderdvijftig meter lang.

Het strooien gebeurt uitsluitend met de hand en met kracht, met uitsluiting van elk mechanisch of gemotoriseerd middel.

**Art. 14.** De silo's en opslagkuipen voor afleidende bijvoeding van wilde zwijnen zijn in de bossen verboden.

**Art. 15.** Een afleidende bijvoederingspunt voor wilde zwijnen moet worden gevestigd op een beboste oppervlakte die minstens vijftig ha uit één stuk omvat.

Er kunnen bijkomende bijvoederingspunten worden voorzien, naar rato van een bijvoederingspunt per oppervlakte van tweehonderdvijftig ha bos uit één stuk.

*HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 16.** § 1. Wordt voor de toepassing van dit artikel als "zwart punt" jachtgebied beschouwd, het jachtgebied waarop de gemiddelde afname van wilde zwijnen voor de jachtjaren 2009-2010, 2010-2011 en 2011-2012 hoger is dan 75 wilde zwijnen/1 000 ha.

Voor het jachtseizoen 2014-2015, wordt ook als "zwart punt" jachtgebied beschouwd, het jachtgebied waarop de gemiddelde afname van wilde zwijnen voor de jachtjaren 2009-2010, 2010-2011 en 2011-2012 hoger is dan 60 wilde zwijnen/1 000 ha.

Voor 31 maart 2013 en door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending, deelt de bevoegde ambtenaar aan de betrokken houders van het jachtrecht mee dat hun jachtgebied als "zwart punt" jachtgebied wordt beschouwd.

§ 2. In afwijking van artikel 3, tweede lid, en van artikel 12 wordt de afleidende bijvoeding toegelaten :

1° tussen 15 november en 31 maart voor het jachtseizoen 2012-2013, mits voorafgaande kennisgeving gericht aan de bevoegde ambtenaar;

2° tussen 1 oktober en 31 maart voor de jachtjaren 2013-2014 en 2014-2015 in de gebieden die niet als "zwart punt" worden beschouwd, mits voorafgaande kennisgeving gericht aan de bevoegde ambtenaar;

3° tussen 1 oktober en 31 maart voor de jachtjaren 2013-2014 en 2014-2015 in de gebieden die als "zwart punt" worden beschouwd, mits machtiging van de bevoegde ambtenaar.

De aanvraag tot machtiging wordt jaarlijks vóór 1 augustus ingediend overeenkomstig de procedure omschreven in artikel 5 voor de voorafgaande kennisgeving van aanvullende bijvoeding van grof wild en afleidende bijvoeding van wilde zwijnen.

Indien het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat de "zwart punt" jachtgebieden niet opzettelijk de afname van wilde zwijnen op een significante manier hebben verhoogd, zal de machtiging om bijvoeding echter worden geweigerd en op die basis worden gemotiveerd door de bevoegde ambtenaar.

De bevoegde ambtenaar deelt zijn beslissing mee aan de houder van het jachtrecht binnen een termijn van 30 dagen door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending.

§ 3. Voor 1 oktober 2013 en voor 1 oktober 2014 zal de Minister bevoegd voor de Jacht een beoordeling van de impact van deze overgangsmaatregel betreffende de afleidende bijvoeding van wilde zwijnen op het niveau van de schaden van wilde zwijnen waargenomen in het Waalse Gewest aan de Regering bezorgen.

**Art. 17.** Artikel 16 houdt op van kracht te zijn op 31 maart 2015.

**Art. 18.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2003 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild wordt opgeheven.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 15 november 2012.

**Art. 20.** De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2012 — 3251

[2012/206101]

**18 OCTOBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une dispense de permis de pêche aux pensionnaires de la maison d'accueil « La Source ASBL » dans le cadre de ses activités de réinsertion**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, l'article 8, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2011 octroyant une dispense de permis de pêche aux pensionnaires de la maison d'accueil « Emmaüs - Le Bizet » dans le cadre de ses activités de réinsertion;

Vu la requête de M. Grégory Pattyn, directeur de la maison d'accueil « La Source », introduite le 1<sup>er</sup> octobre 2012;

Sur la proposition du Ministre qui a la Pêche fluviale dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 8, alinéa 3, de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, une dispense du permis de pêche est accordée aux pensionnaires de la maison d'accueil « La Source ASBL », rue du Touquet 94, 7783 Le Bizet.